

***Retranscription de la Réunion de travail - Forum Carolus/APR
vendredi 17 avril 2009****



Salle de réunion de la Commission Centrale pour la Navigation sur le Rhin

* voir en dernière page le programme et la liste des participants

* retranscription par Clarisse Bargain, coordinatrice du projet « Eurodistrict »

■ Introduction générale : Henri de Grossouvre, directeur du Forum Carolus

« Bienvenue à tous pour cette première rencontre entre le Forum Carolus et l'Association de Prospective Rhénane. Je voudrais tout d'abord remercier M. Jean-Marie Woehrling, le secrétaire général de la Commission pour la Navigation Centrale sur le Rhin, grâce à qui nous sommes ici et qui nous accueille une nouvelle fois. J'ai une certaine émotion car c'est ici même que s'est tenue la réunion de l'Assemblée Générale constitutive du Forum Carolus en 2006, et quelques mois avant la toute première réunion du Forum Carolus, dans l'une des salles de ce beau bâtiment qu'est le Palais du Rhin.



Le but de cette rencontre est de faire connaissance entre le Forum et l'APR, de rassembler les différentes personnes qui travaillent actuellement sur l'Eurodistrict, et de faire connaître le projet du Forum Carolus, un livre sur l'Eurodistrict dont la publication est prévue en septembre 2009. Nous ferons tout pour respecter ce délai. Le but de ce livre est de mobiliser tous les acteurs légitimes de l'Eurodistrict, les décideurs politiques, économiques, les personnes du secteur public et privé, les associations représentatives de la société civile, afin de créer une dynamique de réflexion et d'action autour de l'Eurodistrict. Comme le disait tout à l'heure M. Raymond Woessner, qui est à la fois membre du Forum Carolus et de l'APR, « *on sent qu'il se passe quelque chose en ce moment avec l'Eurodistrict mais on ne sait pas trop quoi* ». On en parle beaucoup, on dit qu'il va y avoir de grands projets, le Maire de Strasbourg, Roland Ries, en a fait un de ses sujets de campagne et depuis qu'il est élu un de ses projets prioritaires. Le Forum Carolus travaille sur l'Eurodistrict dans la mesure où l'ancienne municipalité nous en laissait la liberté. Cette liberté a été quelque peu restreinte depuis notre création, mais maintenant que le sujet Eurodistrict est en odeur de sainteté nous sommes repartis et allons travailler à rassembler les forces vives de l'Alsace et de l'Ortenau pour faire un travail à la fois de qualité académique et universitaire, mais qui soit aussi une bonne vulgarisation, lisible par tous, ainsi qu'un livre blanc dans lequel les décideurs pourront puiser comme dans un guide pour mettre en place des projets concrets. Nous essayons donc d'avoir l'approche la plus concrète possible, c'est pourquoi nous concluons notre livre par un tableau (vous pouvez le voir dans le sommaire que vous avez sous les yeux). L'approche de l'Eurodistrict y est interdisciplinaire, géographique, historique, géopolitique...et nous sommes précisément à la croisée des deux thèmes principaux de travail du Forum Carolus -pour dire un mot sur notre vocation- c'est-à-dire d'une part la visibilité et le rayonnement international de l'Europe de Strasbourg et d'autre part le transfrontalier franco-allemand, dans le Rhin supérieur et dans l'Eurodistrict.

La constellation politique me semble aujourd'hui idéale pour mener ce projet à bien, puisque le président de la Région Alsace, Adrien Zeller, a défini comme priorité la Région métropolitaine du Rhin supérieur, et le Maire de Strasbourg, l'Eurodistrict.

Le moment est venu pour nous et pour tous ceux qui veulent participer ici à ce projet de rassembler nos idées et de faire des propositions pour qu'il se passe quelque chose dans l'intérêt de tout le monde.

Notre rencontre a été conçue de la manière suivante : la première heure est consacrée aux interventions, la deuxième heure au débat et une troisième heure de synthèse. S'en suivra un pot dans la salle pour continuer de créer et discuter, échanger sur nos projets personnels et communs ».

Tour de table : voir la liste de présence en dernière page

▪ **Message de M. Vincent Claustre, co-président de l'APR :**

« L'APR est une association qui a été créée il y a déjà 22 ans dans un contexte un peu particulier, c'est-à-dire à l'époque des débuts de la décentralisation. Les équipes qui s'étaient constituées pour réfléchir et investir cette problématique territoriale de l'Alsace étaient dispersées et il n'y avait pas de lieu réel d'échange entre toutes ces personnes. L'APR visait à reconstituer un lieu d'échange entre universités et professionnels s'intéressant aux problématiques d'aménagement et de développement territorial. On était également à l'époque dans la perspective de 1993 avec la suppression des frontières européennes, d'où l'appellation d'Association de Prospective Rhénane, même si la collaboration avec les partenaires allemands a été difficile à concrétiser malgré la présence de membres allemands dans notre association. Dans les années 90 nous avons été notamment chargés du chantier de prospective Alsace 2005, et actuellement nous fonctionnons davantage autour d'une formule composée de petits déjeuners, de rencontres. Il s'agit d'une mobilisation tout à fait bénévole, de gens amenant leurs idées et qui en profitent pour élargir leurs propres horizons ».



➤ **INTERVENTIONS du FORUM CAROLUS**

-**M. Vincent Horvat**, directeur de la Maison de l'Emploi et de la formation du bassin de Strasbourg.



« La Maison de l'Emploi est une association parapublique de coordination des politiques publiques de l'emploi, constituée de l'État, des collectivités, des chambres consulaires et d'un certain nombre de chefs d'entreprises. Elle a pour objectif de mener un programme d'action concret en direction du développement économique du bassin d'emploi de Strasbourg en connexion directe avec le Bassin de l'Emploi de l'Ortenau, puisque Mme Bärbel Hölzgen-Schoch, directrice de l'AgenturArbeit d'Offenburg et Freiburg est

depuis 2006 (date de lancement de la Maison de l'Emploi de Strasbourg), elle est coadministratrice et cofondatrice de la Maison de l'Emploi. Il y a donc dès le départ une intention de développer des actions conçues conjointement entre partenaires publics allemands et français.

Parmi les 16 actions de notre programme, la première d'entre elle s'appelle la Prospective des Métiers. Nous développons ce programme en partenariat avec la CCI qui a développé un observatoire des métiers destiné à prendre la température de la situation économique du Bassin d'emploi et de mesurer secteur par secteur quels sont les métiers émergents, les secteurs en évolution ou en régression.

La méthode de la Cci est tout à fait originale puisqu'il ne s'agit pas de compiler des données statistiques mais de consulter un panel de chefs d'entreprises pour les interroger sur leur vision personnelle du secteur, de l'évolution des métiers et de ce qu'ils perçoivent comme mutations à venir. Tout l'enjeu de cet échange entre partenaires publics et chefs d'entreprises est de mettre au point des programmes d'action concrets qui accompagneraient les mutations économiques et contribueraient au rapprochement entre ressources humaines du territoire et besoin de recrutement des entreprises.

Là om nous avons organisé un croisement entre la CCI et la Maison de l'Emploi, c'est que nous avons souhaité ouvrir cette prospection à une dimension transfrontalière, nous avons donc mené conjointement une étude en direction des métiers du commerce et de la grande distribution.

Nous avons travaillé ensemble pour la première fois en interrogeant un panel d'employeurs français, de dirigeants du commerce et de la grande distribution strasbourgeois, et un panel de dirigeants de sociétés issues de l'Ortenau. Nous avons ensuite tiré des conclusions en extrapolant, sur la base de cette compilation d'entretiens individuels que nous avons interprétés avant de revenir vers les chefs d'entreprises lors d'une session plénière de mise en commun et de débat, de manière à être sûrs de notre synthèse générale et de restituer dans l'étude une vision conforme à celle des chefs d'entreprise du point de vue de leur analyse et de leurs propositions d'actions.

Nous avons travaillé avec **Mireille Hahnschutz**, auteur de l'étude menée pour le compte de la Maison de l'Emploi, et avec **Corinne Maix**, rédactrice, qui va nous aider à rédiger l'article pour le Forum carolus, synthèse de l'étude que j'ai évoquée auparavant.

Nous avons également à partir de cette étude construit un document de communication destiné au grand public, en adaptant évidemment l'outil institutionnel et l'outil destiné à mettre à la portée du plus grand nombre les axes directeurs concernant l'évolution des métiers comparés entre le côté français et allemand. Ce dépliant sera diffusé en grand nombre, destiné aux étudiants et lycées, mais aussi à toute la population active qui s'interroge sur sa réorientation professionnelle et qui a besoin de trouver des informations sur les éléments concrets de contexte d'un territoire, le bassin de l'emploi et plus largement l'Eurodistrict, et sur la manière dont il convient de diriger un parcours d'insertion ou de formation professionnelle, de manière à organiser une connexion entre son projet et les possibilités qu'offre réellement à un moment donné un bassin de l'emploi.

Sur le plan que nous proposerions pour l'article, il comporterait 4 paragraphes :

- Un premier expliquerait pourquoi une analyse des marchés de l'emploi est utile à organiser de façon simultanée des deux côtés du Rhin.
- Le deuxième proposerait une photographie précise du secteur concerné dans les deux bassins, Strasbourg et Ortenau
- Le troisième, l'un des plus concrets, proposerait la cartographie des métiers émergents à l'échelle des deux bassins

- Le dernier porterait sur l'exploitation des résultats et sur la manière dont il convient d'en tirer des conclusions opérationnelles pour travailler en partenariat avec action publique et chefs d'entreprises français et allemands autour de l'amélioration de l'offre de service à l'entreprise et aux demandeurs d'emplois pour contribuer au rapprochement des deux univers.

Pourquoi une analyse des marchés de l'emploi des deux côtés du Rhin ?

D'abord parce que la situation est marquée par des différences notoires, tant du point de vue de la situation économique que du point de vue de la culture publique d'interventions autour des enjeux de développement économique. Il est intéressant de mettre en perspective le fonctionnement des marchés de l'emploi dans un secteur donné, ainsi que l'organisation des réponses par les actions publiques, avec l'idée d'obtenir des effets de mutualisation et de partage des expériences. Un travail en commun est porteur d'opportunités d'emplois pour les travailleurs des deux côtés de la frontière. Cette première étude sera suivie de trois autres études, dont la première en route portera sur les métiers de l'industrie. C'est particulièrement intéressant car les situations sont dans l'industrie très contrastées alors qu'elles font toutes deux face à un phénomène de mondialisation similaire.

Les études sont actualisées tous les deux ans, dans un souci de réactivité de l'action publique également.

La méthodologie de l'enquête est à la fois qualitative et quantitative, autour d'un panel de 50 chefs d'entreprises DRH français et allemands interrogés en face à face dans un vivier d'entreprises régionales de plus de 20 salariés. Ils ont été construits de façon scientifique, pour être représentatifs et pour organiser une pondération des activités. Cela nous a permis de faire un zoom sur les commerces et de mesurer les chiffres français et allemands, leur typologie et répartition géographique des deux côtés d Rhin, et les habitudes de consommation. Ce dernier volet a aussi fait l'objet d'une enquête auprès des consommateurs interrogés de façon détaillée sur toute la région, sur leur perception de la qualité des services et produits des deux côtés du Rhin, et sur la façon d'améliorer les services proposés par les commerçants.

Après ce zoom, nous ferons un gros plan sur les emplois dans les secteurs les plus employeurs (alimentaire, équipement de la personne, culture, loisirs, sport, équipement de la maison, bricolage, jardinage, fleurs, grands magasins et accessoires auto) pour dégager des perspectives d'emploi et d'embauche à deux ans en France et en Allemagne, pour nous laisser le temps de construire en réaction et en réponse les programmes d'accompagnement des demandeurs d'emplois de la population active.

Nous faisons dans notre article un certain nombre de constats, de manière à éclairer le lecteur. Du côté allemand par exemple la tendance est clairement à la hausse des effectifs dans les grandes surfaces, alors que dans les petites surfaces à moyen terme la tendance est plutôt à la stabilité et à la baisse. Les métiers de bouche sont en pénurie de main d'œuvre partout, les boulangers étant les plus demandés, puis les pâtisseries et bouchers-charcutiers... Certains métiers de la vente sont en pénurie, comme les responsables de rayon, les assistants pharmaciens, les chargés de merchandising ou chefs de caisse. Dans le domaine technique les plus recherchés sont les techniciens réparateurs et les monteurs installateurs. Pardon d'être assez technique mais c'est ce degré de précision qui permettra d'être concrets dans les réponses.

Nous avons aussi cherché à mesurer quelles sont les compétences qui ont la côte dans les métiers du commerce et de la grande distribution, de manière à préparer les demandeurs à se construire. Il y a par exemple une montée importante du principe de poly activité. Les compétences linguistiques et managériales, le sens de l'accueil, du conseil, de la culture client, le savoir-être et le comportement

deviennent des critères incontournables de compétence face à la concurrence notamment de l'i. Commerce ou des enseignes discount. La formation par alternance est très appréciée, ce n'est pas une surprise, les niveaux de qualification et les potentiels d'évolution sont en hausse tous les deux.

Concernant la cartographie des métiers qui montent, les facteurs d'évolutions identifiés sont de 4 ordres : l'évolution des produits, l'évolution des systèmes d'information, l'évolution de la poly-compétence, et l'évolution du comportement d'achat des consommateurs.

Les métiers en évolution positive sont les métiers dont le contenu s'enrichit par opposition aux métiers dont le niveau de responsabilité a tendance à s'appauvrir : c'est un mécanisme de mutation économique. En France, directeur de magasin, responsable de rayon, hôtesse de caisse, conseiller vente, libraire, opticien, et audio prothésistes, sont en évolution positive. En Allemagne, directeur de magasin, responsable de rayon, chargé des ventes et des achats...

Au-delà des informations générales données par les établissements publics en charge de l'orientation et de l'inscription dans les filières, les familles sont extrêmement demandeuses de ce degré d'information pour diriger leurs enfants de façon concrète et précise.

Les métiers en tension et les métiers émergents se distinguent des métiers en évolution positive. Ils proposent aujourd'hui peu d'offres d'emploi mais qui représentent l'avenir car sont amenés à se développer dans les PME. Par exemple côté français, les responsables qualité-hygiène, les responsables marketing et communication, les métiers de service à la clientèle et les assistants de vente polyvalents.

L'intérêt de cette démarche a permis d'engager une animation du territoire transfrontalier autour de ce diagnostic et de l'échange avec le panel lors de cette communication des résultats aux dirigeants interviewés. La mise à disposition d'une étude bilingue complète, dans laquelle les chefs d'entreprises retrouvent les résultats et puisent dedans, la diffusion d'une version concise, et une première expérimentation qui nous amènera à concevoir peut-être à l'échelle de la Maison de l'Emploi une première amorce de plan d'action partagé autour du développement économique autour du service public français et du service public allemand ».

- Pr Patrick Meyrueis, Université de Strasbourg, directeur du laboratoire des systèmes photoniques.

« Mon métier consiste à former des ingénieurs et de faire de la recherche dans le domaine des technologies photoniques. La photonique est l'étude de toutes les possibilités de la lumière, à la fois d'un point de vue théorique et technologique. Les industries découlant de cela sont généralement très prospères, dès lors qu'elles arrivent à passer la taille critique et à percer un premier degré de compétences. Malheureusement, elles le sont beaucoup plus en Allemagne qu'en France, car le gouvernement allemand a décidé il y a une dizaine d'années de faire de l'Allemagne le champion mondial



de l'industrie et des technologies photoniques, ce que l'Allemagne est actuellement. Nos voisins du Bade-Wurtemberg ont fait de même au niveau de leur land, qui représente selon les estimations entre 50 et 60 % du potentiel économique de la photonique allemande. Les grands noms y sont tous basés, ainsi que toutes les start up qui se créent autour des centres universitaires en collaborations souvent avec des réseaux et clusters qui leur permettent l'accès aux informations et de mutualiser les moyens. Nous pouvons dire que dans les méthodes de passage des connaissances théoriques aux connaissances opérationnelles industrielles, nous avons entre 10 et 20 ans de retard entre l'Allemagne et la France et en particulier entre l'Alsace et le Bade-Wurtemberg. Je ne parle pas des connaissances scientifiques mais de l'enrichissement économique à partir du développement de connaissances académiques. En France actuellement les universités sont un peu secouées par des grèves voulant faire reconnaître de façon différente les travaux des enseignants-chercheurs. Malheureusement, aucun enjeu lié à ces grèves ne mentionne la reconnaissance de ceux qui font des travaux de valorisation, c'est-à-dire qui consacrent une partie de leur temps d'enseignement et de recherche à la création de produits nouveaux dans leur environnement, comme des entreprises qui nécessitent du personnel qualifié.

Dans l'article que nous proposerons pour le livre du Forum Carolus, nous présenterons d'abord l'histoire de notre collaboration avec nos voisins allemands, qui n'a pas attendu l'Eurodistrict pour être initialisée puisque nous avons commencé dans les années 80. La première société parmi celles que nous avons fait créer l'a été à Kehl, elle existe encore (DALIM). Elle regroupe une centaine d'ingénieurs qui développent des technologies pour augmenter la qualité de l'impression des documents professionnels, des journaux et revues... La création de cette entreprise s'est faite sur la base d'une thèse réalisée en 1984 dans un contexte transfrontalier. Depuis nous avons fait créer d'autres entreprises avec des étudiants allemands ayant passé des thèses en France et vice-versa. La dernière en date a été créée avec un français ayant passé une thèse conjointe en Allemagne et en France. Son entreprise est basée près de Bischwiller et développe des capteurs optiques pour des applications aérospatiales et automobiles.

Notre partenaire principal dans l'Eurodistrict est l'Université des Sciences Appliquées d'Offenburg, qui inaugure en ce moment un bâtiment de hautes technologies comprenant des laboratoires de photoniques.

Notre expérience de collaboration passée nous a beaucoup appris sur les méthodes de passage de la connaissance académique à celle apte à générer des richesses industrielles, en bénéficiant du poids des investissements allemands nationaux et au niveau du land, et de l'Eurodistrict pour ce qui nous intéresse ici à travers l'Université d'Offenburg. L'avenir sera consacré à renforcer ces collaborations, en formant toujours plus d'ingénieurs conjointement, et en essayant de développer des gammes de produits nouveaux dans des domaines qui vont en s'élargissant, à travers des partenariats transfrontaliers dans la sure du possible car ils semblent marcher, et également en organisant des conférences qui ont pour but de montrer l'existence de l'Eurodistrict.

Nous venons d'ailleurs de constituer un groupe « Eurodistrict photonique », comité ad hoc comprenant des français et allemands opérant dans notre discipline sur le territoire de l'Eurodistrict, avec lequel nous souhaitons organiser un colloque dans l'Eurodistrict, à Strasbourg et à Offenburg même si cela sera compliqué, en s'inspirant de la méthode qui a prévalu pour le sommet de l'Otan Strasbourg-Kehl. Une structure américaine nous aidera à faire la publicité de cette conférence qui sera dédiée à la photonique et l'écologie, le sujet étant vaste. Les économies d'énergies peuvent utiliser la lumière de diverses manières, et tout cela sera discuté lors de notre colloque, un des premiers organisés dans le monde dans ce domaine. Plusieurs colloques sur ce thème ont déjà été organisés aux États-Unis, notamment pour le dernier à Boston (ville jumelée de Strasbourg) avec laquelle nous sommes en relation.

Nous espérons à travers cet article sensibiliser le grand public et tous les décideurs aux opérations que nous menons qui sont des sources de création d'emploi, de richesse et d'attractivité à une période où je crois nous en avons bien besoin.

Nous avons également créé il y a dix ans avec nos collègues de l'Université d'Offenburg mais aussi de l'Institut IBM de Fribourg une structure appelée « Rhena Photonics » grâce à un financement Interreg. Elle avait été créée dans un premier temps pour favoriser la coopération transfrontalière, mais pour des questions de financements propres elle est devenue exclusivement alsacienne avec des activités orientées vers l'Alsace, mais collabore avec son équivalent basé à Stuttgart, « Bade-Wurtemberg Photonics », avec lequel nous sommes en collaboration étroite et permanente. L'entité que nous constituons maintenant « Eurodistrict Photonique » sera dédiée exclusivement quant à elle aux activités intégrées dans l'Eurodistrict ».

<http://apres-le-non.forum-carolus.org/media/01/00/144348888.pdf>

<http://apres-le-non.forum-carolus.org/media/02/01/464876209.pdf>

- **M. Jean-Philippe Antoni**, géographe et maître de conférence en aménagement et urbanisme à l'Université de Franche-comté.



« J'interviens ici au nom du Forum carolus dont je fais partie, ce que j'avais oublié de préciser tout à l'heure. Ma contribution se situe tout au début de l'ouvrage dans une partie plutôt consacrée à la réorganisation des territoires. J'aimerais donc aborder le problème de l'Eurodistrict à travers la question de la recomposition territoriale. Cette question nous amène à nous interroger sur la manière dont les territoires sont administrés. Je vais donc dresser le tableau de ce qui se fait à l'heure actuelle en France et un peu moins en Allemagne. Comment se positionne l'Eurodistrict ?

La question de l'administration du territoire concerne la répartition des pouvoirs sur un territoire dirigé légitimement par l'État. On peut répartir les pouvoirs de deux manières : soit en terme d'espace géographiques et c'est le cas du découpage des régions auxquelles on attribue des pouvoirs, soit en terme de compétence avec des pouvoirs d'action délégués aux régions. On donne alors une autonomie aux régions, légitime en terme de compétence et de découpage territorial.

La France n'étant pas une fédération, contrairement à l'Allemagne, c'est l'État unitaire parisien qui fixe les règles du jeu et répartit les pouvoirs de région en région et de département en département.

D'un point de vue historique, beaucoup de choses commencent avec la révolution française. C'est à cette occasion que l'on crée les premiers découpages encore connus à l'heure actuelle : les communes. Certaines grandes questions d'ordre territorial émergent en même temps que les communes. Comment par exemple mettre en place un système d'organisation du pouvoir démocratique dans un pays qui ne connaît pas la démocratie mais qui souhaite sortir d'une institution monarchique ? Une proposition a été formulée consistant à créer 7000 grandes communes. Une autre approche a consisté à suivre le découpage des paroisses, de manière à reprendre la paroisse existante comme base d'organisation de la vie locale. La deuxième option a été retenue, c'est la raison pour laquelle on dénombre aujourd'hui

plus de 36 600 communes, ce qui ne va pas sans poser certains problèmes sur lesquels je reviendrai plus tard.

Un autre exemple que l'on peut analyser est celui de la création des départements. Cette création a donné lieu à de nombreuses propositions, parmi lesquelles les plus amusantes. On a pensé créer des carrés géométriques pour découper l'espace français, mais on est plus proche aujourd'hui des contextes et des contours dessinés par la géographie physique elle-même, avec des tailles plus ou moins égales qui permettent d'administrer le territoire.

Plus récemment, dans les années 60, on a reconstruit la notion de province derrière les régions, qui sont des programmes d'actions régionales menés dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire. Ces régions sont elles aussi un peu mises à mal aujourd'hui.

La commune, comme le département et comme la région ont beaucoup évolué et se révèlent aujourd'hui partiellement inadaptées aux besoins que l'on a pour gérer un espace géographique et les projets d'aménagements. Le rapport Balladur du mois de mars propose justement de revoir le découpage des régions afin d'avoir un angle différent en terme d'organisation du territoire.

Certaines réadaptations se mettent en place de façon automatique

Les territoires qui se recomposent par la base émergent vers la fin du 19^{ème} siècle, au moment où l'on a besoin d'installer de grands projets de territoire qu'une commune ne peut réaliser seule car elle est trop petite. Cela concerne par exemple l'électrification d'un territoire, la mise en place des grands réseaux d'assainissement. Ces besoins justifient la création de syndicats intercommunaux de vocation unique d'abord et de vocation multiple ensuite. Elles se regroupent pour s'auto-organiser en quelque sorte et essayer de gérer un territoire avec des projets qui leur sont propres.

La dernière évolution que l'on connaît dans le domaine de la coopération intercommunale par le bas est la loi Chevènement en 1999, qui recompose le territoire en Communautés de Communes, Communautés d'Agglomération et Communautés Urbaines. La CUS est l'entité qui fait partie de l'Eurodistrict du côté français.

Il existe une autre série de lois qui apparaissent dans les années 90, parallèlement à ce schéma de recomposition du territoire par le bas. Il s'agit de la loi Pasqua en 1995 complétée par la loi Voynet en 1999 qui propose la notion de Pays. A partir de ces lois, des communes peuvent désormais se regrouper non pas sur la base de projets d'aménagement du territoire mais autour d'affinités sur le plan culturel, économique, sur le plan du paysage (un pays de la cerise, de la châtaigne, des vignes, ou un pays horloger en Franche-Comté...).

Par rapport aux départements et aux régions, **ces territoires se construisent sur la base d'un projet, qui se distinguent des territoires dits de « gestion » qui sont quant à eux imposés par l'État pour administrer** l'espace qu'il a en charge.

Les deux se télescopent aujourd'hui, c'est-à-dire les territoires imposés par le haut et ceux qui émergent de la base, c'est la cause du fameux « millefeuille territorial » que plus personne ne parvient à identifier clairement aujourd'hui. On ne sait plus vers qui se tourner lorsque l'on rencontre un problème, réalité mise en avant par le rapport Attali. Il existe en France un grand nombre de guichets vers lesquels se tourner lorsqu'on a un problème unique et déterminé, d'où une certaine confusion.

Comment l'Eurodistrict a-t-il émergé et comment se situe-t-il dans le contexte décrit auparavant ? Le territoire concerné est complexe, car du côté français il existe bel et bien une notion politique d'émergence par le bas à travers la CUS, cet ensemble de communes qui ont décidé de se regrouper autour d'un projet d'aménagement commun, alors que du côté allemand, l'Ortenaukreis désigne davantage un territoire administratif auquel s'ajoutent des villes comme Offenburg, Lahr, et Kehl qui participent à l'Eurodistrict. La question de la cohérence de ces deux territoires peut être interrogée.

Quelle cohérence pour cette assemblage au regard de la notion de territoire ? Forme-t-on à travers l'Eurodistrict un territoire commun ? Existe-t-il quelque chose qui justifie cet assemblage ? La définition de Fernand Brodel : une terre + une histoire...

L'histoire commune de cet espace légitime cette territorialisation comme le montreront probablement les analyses historiques de notre ouvrage.

La cohérence de l'Eurodistrict peut être appréhendée également à travers son fonctionnement, à travers les coopérations opérationnelles qui se mettent en place à l'échelle de ce territoire.

La dernière question importante que l'on pourrait évoquer ici concerne la fiscalité : comment financer ces territoires ? La volonté fiscale est présente dans l'Eurodistrict et lui permettrait de financer son fonctionnement de manière autonome.

Pour conclure, je reprendrai la phrase de Jean Monet qui énonce au début de la construction européenne une certitude: « *Les institutions et les découpages administratifs sont mal compris, sont mal utilisés, sont mal appropriés et finalement peu efficaces, s'ils sont imposés par une réalité supérieure qui fait fit des réalités du terrain* ».

Si l'on veut concevoir un projet tel que l'Eurodistrict, il faut l'appuyer sur un certain nombre de réalisations, de projets concrets, qui mettent effectivement en place un fonctionnement commun de part et d'autre de la frontière, celle-ci éclatant avec ces nouveaux territoires recomposés par la base autour de projets communs vecteurs d'un nouveau découpage territorial.

La présence et la pertinence de ces projets communs seront analysées dans de nombreuses contributions du livre.

➤ INTERVENTIONS de l'APR

- **Raymond Woessner**, géographe à l'Université de Strasbourg, qui a participé au précédent ouvrage du Forum Carolus.

« Il était question de territoire à l'instant, je vais donc rebondir sur la notion de territorialisation. Ce terme est d'ailleurs un néologisme dans la langue française, absent des dictionnaires alors qu'il existe en anglais. La question est fondatrice, car la nature et la culture nous dit ce qu'est un territoire, ici, mais celui-ci est coupé en deux par la frontière nationale. Malgré ma construction européenne, cette frontière à la vie dure. Comment créer un territoire et comment faire dans le contexte de la mondialisation pour faire du local tout en évoluant dans le global. J'évoque dans mes travaux différents scénarios de territorialisation : il y a ceux qui sont « has-been », qui ont été glorieux à une époque et pour différentes raisons, économiques ou autres, sont sorties du jeu et n'intéressent plus.



Il y a ensuite les territoires que je qualifierais de « suivistes », qui se débrouillent en faisant du benchmarking, s'inspirent de ce qui se fait ailleurs dans le monde et acclimater les pratiques. De cette matière on reste dans le « mainstream », dans le courant de la mondialisation. Puis il y a les territoires

« archétypes » qui n'existent nulle part ailleurs et se fondent sur de la créativité, de l'innovation, et peuvent devenir des modèles de référence. Cela peut concerner un point en particulier, par exemple l'affaire du tram-train de Karlsruhe, nouvelle référence en terme de transport de voyageurs ferroviaires en ville et dans une proche couronne – de plus en plus éloignée d'ailleurs – ou alors un territoire ébranlé dans tous ses aspects.

Ce qui m'intéresserait ici serait, en se saisissant des opportunités existantes, d'arriver à un territoire archétype à l'échelle de l'Eurodistrict. Je vais vous présenter 3 points que j'entends développer dans mon article pour l'ouvrage, en procédant comme on le fait souvent en géographie c'est-à-dire poser le problème à différentes échelles, de la plus grande à la plus petite.

L'échelle la plus importante est la place de l'Eurodistrict dans le concert des métropoles. Il faudrait partir du problème de Strasbourg. Si l'on regarde les travaux d'un géographe allemand, Walter Christaller, dans les années 1920, 1930, il avait fait une typologie des villes du Rhin Supérieur avec des niveaux hiérarchiques. Il y avait pour lui un premier niveau hiérarchique avec Strasbourg, Stuttgart, Frankfurt, Munich, Zurich... et ainsi de suite sur plusieurs niveaux. Strasbourg était donc au sommet de la hiérarchie. Aujourd'hui, par rapport aux autres villes évoquées, Strasbourg a décroché du processus de métropolisation, malgré le paravent des institutions européennes que l'on déploie, par rapport à ses voisines allemandes et suisses. L'idée serait de retrouver son assiette, de se remettre à niveau, mais elle ne peut y arriver seule et doit aller pomper de l'énergie ailleurs en inscrivant sa démarche dans un contexte au moins binational, avec l'Eurodistrict notamment, qui lui permettrait peut-être de retrouver son rang historique. Comment faire ? Je me demande s'il ne faut pas entrer dans des choses un petit peu utopiques. Il y a eu des propositions depuis plusieurs années déjà, Pierre Pflimlin, l'économiste Emile Allais, qui proposait de faire un district fédéral en Europe. Strasbourg serait dans le cadre de l'Eurodistrict aujourd'hui, ce district fédéral, comme Washington, ou Brasilia aujourd'hui. Voilà une première idée.

A l'échelle « région », je suis très frappé par les problèmes de périmètres. Officiellement, il s'agit aujourd'hui de la CUS et de l'Ortenaukreis. Si l'on regarde votre étude, elle est déjà beaucoup plus large puisqu'elle concerne une bonne partie du Bas-Rhin et vous allez jusqu'à Baden-Baden. Manifestement, il y a quelque part un problème d'assiette territoriale. C'est une question qu'il faudrait poser d'emblée je pense, à savoir si l'on part de ce qui existe maintenant. Jusqu'où est ce qu'on va. On sait bien que la Cus essaie d'intégrer les autres intercommunalités qui sont dans le SCOTERS, mais le Scoters lui-même est un peu petit finalement, notamment en allant vers les Vosges. Il y a la croissance périurbaine qui relève de Strasbourg et qui appartiennent à d'autres territoires. Il y a donc de grosses questions à se poser sur l'étendue de cet Eurodistrict, du point de vue fonctionnel, de la gouvernance.

Du côté allemand, l'Ortenaukreis, c'est la même chose, le nom de Karlsruhe a déjà été mis plusieurs fois sur la table et il me semble qu'il faudrait donc regarder plus au nord en direction de Karlsruhe qui a de plus en plus de compétences de pointe dans différents domaines. Il y a je crois un problème vers le Nord, il n'y a qu'à regarder le sommet de l'OTAN où c'était Strasbourg-Kehl + Baden Baden... Je crains un périmètre étriqué.

Dans ce contexte régional, enfin, je me pose une question dont je n'ai toujours pas la réponse. Il y a trois ou quatre ans a été signé un contrat métropolitain entre Strasbourg et Offenburg. Ces contrats sont une machine mise en route par l'ETA français, il en existe une quinzaine aujourd'hui, l'idée étant de faire des ères urbaines de très grandes dimensions qui soient compétentes dans la métropolisation. Je n'ai pas la moindre nouvelle de ce dossier depuis plusieurs années, or il me semble qu'il existerait là pourtant un immense levier, un renfort.

Dernière échelle, qui concerne ce qui est très local –mais vous savez que le diable est souvent dans les détails- que fait-on dans la proximité immédiate ? Il y a énormément de thématiques, j'en sélectionnerai une dans mon article, la problématique ferroviaire. Je crois qu'il faudrait répandre à l'avenir l'image

selon laquelle Strasbourg possède deux gares TGV, la gare centrale de Strasbourg et aussi la gare d'Offenburg où l'IZ s'arrête. Entre les deux, le métro Rhin fait la navette. Il y a donc deux points d'entrée grande vitesse ferroviaire sur l'agglomération. Quand vous allez par exemple sur le site internet de la SNCF acheter des billets pour l'Allemagne, Offenburg n'existe pas ! Pour faire Colmar Frankfort, la SNCF vous envoie d'abord à Bâle puis vous remontez sur Frankfort. En terme de coût et de durée de transports, c'est redoutable si vous laissez faire. Il y a là une force de proposition.

Il y a également le problème de la ligne D du tram qui ira à Kehl d'ici 2014, en passant par le centre gare de Kehl et par le centre commercial de Kehl. Il y a là un élément de soudure transfrontalière important, qui aurait dû se faire depuis longtemps. Il y a aussi toute une partie de la ville de Strasbourg qui est en reconstruction dans cette zone là avec le problème dramatique de la RN4, boulevard urbain ou corridor à camion ? Il y a quelque chose à faire dans ce secteur là, à partir du jardin des deux rives qui pourrait servir de vitrine très forte avec des images symboliques. Rappelez vous la photo souvenir pour le sommet de l'Otan, qui a été faite à cet endroit précisément.

Il y a un dernier point concernant cette problématique ferroviaire, qui est un brûlot mais dont il faut parler. Le Land du Bade-Wurtemberg va relier l'aéroport de Solingen avec un accès autoroutier correct dans les prochaines années, et derrière il prévoit de créer une liaison ferroviaire – un genre de tram train – en partant du Reichstadt, qui ira sur Solingen. Pourquoi la connexion ferroviaire ne se ferait pas jusqu'à Strasbourg ? On pourrait très bien imaginer une desserte ferroviaire de cet aéroport qui ne cesse de prendre de l'importance et où de plus en plus de gens de l'agglomération se rendent. Il faudrait là un développement de type durable, avec un axe Strasbourg Karlsruhe, avec l'aéroport au milieu.

Voilà où en sont mes réflexions aujourd'hui ».

- **Jean-Paul Masquida**, urbaniste

«Toujours dans le cadre de cette métropole transfrontalière, j'ai essayé d'analyser Strasbourg et ses fonctions urbaines. Strasbourg est une capitale politique renforcée par sa position sur le Rhin qui lui confère son internationalité. C'est le sommet de l'OTAN qui m'a orienté vers ce point de vue. Strasbourg est une ville à la rencontre de la France et de l'Allemagne, c'est une ville universitaire, une ville de symboles que sont l'histoire à la fois de la France et de l'Allemagne. Ce sont les raisons qui me poussent à penser que l'on se perd un peu dans un débat élargi sur l'Europe alors que l'on a sous les yeux un potentiel et des opportunités extraordinaires dans le cadre de la relation entre ces deux pays.

Strasbourg n'est pas une capitale économique, car l'économie est régionale comme l'ont démontré les précédents exposés. Strasbourg tourne le dos à l'espace allemand, le port autonome constitue une barrière intouchable qui empêche de regarder à l'est.

Strasbourg n'a pas une vision rhénane de son développement, car si l'on regarde les grands équipements qui sont construits ou en projection, ceux-ci sont toujours à l'ouest. L'exemple le plus frappant est le Grand Contournement Ouest, qui n'est pas à l'est et qui est un contournement, c'est-à-dire qu'il ne fait pas partie d'un réseau interrégional ou international. Si l'on analyse le vocabulaire, ce



GCO est bien l'image d'une ville qui tourne le dos à l'Allemagne. Strasbourg ne se différencie pas non plus des autres villes en matière d'habitat. Le statut particulier d'une ville sur le Rhin, capitale transfrontalière, mériterait une approche particulière sur les formes urbaines et sur la manière de loger les populations dans un contexte particulier.

D'autres villes sur le Rhin, en Hollande ou autre, il y a toujours quelque chose de particulier concernant l'habitat. Strasbourg ne saisit donc pas l'opportunité d'être implantée sur un fleuve, j'en reparlerai.

Strasbourg métropole transfrontalière est un espace frontière, avec un côté allemand et français. Lorsqu'on lit les documents publiés sur l'Eurodistrict, on s'aperçoit qu'on a tendance à essayer de fabriquer un espace qui serait particulier, ce que j'appelle d'ailleurs une nouvelle sorte de zone franche. Je pense qu'il faudrait plutôt jouer la carte de la frontière, mais en montrant que l'on essaye de faire des choses ensemble malgré tout. Cet espace pourrait être un espace de forte densité d'équipements publics et d'intérêt général franco-allemand. A titre d'exemple, scolariser un enfant de part et d'autre de la frontière dans les mêmes conditions, cela signifie que quand on construit une maternelle ou un établissement scolaire l'enseignement est parfaitement bilingue et l'on doit pouvoir y retrouver les mêmes conditions d'enseignement. Même chose pour le travail transfrontalier, celui qui habite et travaille de part et d'autre de la frontière, ce qui suppose que l'on règle les questions de fiscalité, de santé, salaire, sécurité...

L'Eurodistrict n'est pas une autre sorte de zone franche à proprement parler car je ne crois pas qu'il faille avoir un système dérogatoire sur un espace donné. Les questions qui permettent de fonctionner se règlent au niveau national et fédéral. Dès que c'est quelque chose de dérogatoire et particulier, il n'y a pas de pérennité. Entrer dans cette démarche, c'est aussi finalement faire une étude de cas pour l'Europe de demain.

Construire une métropole rhénane veut aussi dire organiser une occupation du sol conforme au projet global car la métropole occupe un territoire qui a un certain nombre de fonctions définies. Il y a des conditions pour que tout cela coïncide. Je parle là en tant qu'architecte et non pas en tant que prospectiviste. Si je veux aller d'un point à un autre je dois voir ma direction. Dans la situation actuelle je ne vois pas le côté allemand et vice versa. Il faut pouvoir aller l'un vers l'autre sans se quitter du regard. Cela passe par la suppression des obstacles visuels ou des obstacles à connotation négative (les bâtiments vétustes et autres zones de pollution) et par des moyens de communication. Cette démarche est aujourd'hui un peu rejetée car on ne raisonne pas dans le temps long. L'élément de durée est pourtant stratégique dans la démarche. Aujourd'hui, personne ne semble oser regarder à l'est.

Si l'on regarde une carte des quartiers d'habitation strasbourgeois et allemands face à face au niveau de la frontière, on aperçoit une proximité réelle qui mérite réflexion. La Robertsau fait par exemple face au port au pétrole au Nord. Aujourd'hui cette proximité est plutôt perçue comme un grave inconvénient, mais quand on sait ce qui se passe autour de l'industrie du pétrole, on se dit que dans les 40 ou 50 prochaines années il y aura des changements. On peut alors regarder ce port au pétrole avec un œil différent. Un peu plus bas il y a le quartier des 15 et une partie du port jonchée de bâtiments très vétustes. Seul le canal sépare ces deux zones, ce qui représente à peine 50m.

L'esplanade fait face au starlette. Tout au sud, le Neudorf fait face à Strassel. Dans l'industrie du papier, les choses finiront par bouger elles aussi et il serait intéressant de voir dans quelle mesure à terme on ne peut raisonner le développement de Strasbourg en ne regardant qu'à l'ouest.

Les quelques photos de Bâle, Cologne, Frankfort sont là pour nous faire rêver, à ce que l'on aura peut-être dans 50 ans. Un débat devrait être engagé pour arriver à cela, et regarder davantage vers l'est en renforçant le franco-allemand, l'Eurodistrict, la recherche... Pour cela il faut construire une ville rhénane sur le fleuve ! Il faut regarder vers le port et ce n'est pas un inconvénient pour le port de voir la ville s'y développer ».

- **Vincent Claustre**, co-président de l'APR et professeur émérite en management public à l'Université Nancy 2



«Je vais procéder en deux temps : d'abord un rappel de ce qu'est la prospective, puis quelques pistes possibles pour une prospective sur l'Eurodistrict.

1. La prospective est une démarche qui permet d'agir et de décider en prenant en compte les changements en cours. Il existe deux approches, la première est l'approche dite « prévision ». Elle est plutôt sectorielle, l'accent est mis sur le quantifiable, sur ce qui est modélisable à court et à moyen terme. On est dans un principe de continuité et d'extrapolation. L'approche dite « prospective » est beaucoup plus globale. L'accent est mis sur le qualitatif, le long terme, les ruptures et les discontinuités. L'intérêt de la prospective en tant qu'outil d'aide à la décision est la dimension diagnostique au-delà d'un simple état des lieux ou d'une simple approche stratégique classique (atouts, faiblesses, opportunités, menaces). Cela oblige à une compréhension de la dynamique même du système. Elle s'oppose à une approche systémique et met surtout l'accent sur les interactions entre les phénomènes, particulièrement l'interdépendance entre un environnement et le territoire pris même objet de la prospective.

Il y a évidemment une dimension anticipatrice, une démarche qui intègre le temps long passé et à venir. Il s'agit de s'intéresser aux tendances lourdes et aux ruptures possibles ainsi qu'aux phénomènes émergents. La remise en question de nos cadres habituels de références est primordiale dans la démarche prospective. Cela dit, la prospective inclut la rétrospective, et les analyses historiques prévues dans votre ouvrage sont importantes pour comprendre un système. Nous sommes ici dans une ville qui a été construite il y a plus de 100 ans et cela reste un élément important de son devenir.

En tant qu'outil d'aide à la décision, la prospective favorise une vision commune des enjeux et des marges de manœuvre et un partage des informations. C'est un vecteur important pour une meilleure gouvernance du point de vue de la prospective territoriale, au sein de systèmes d'action qui sont de plus en plus éclatés. Il y a plusieurs méthodes de la prospective, mais je vais me concentrer sur l'approche des « scénarios », beaucoup développée en France pour analyser les systèmes sociaux et territoriaux. Cette méthode a été mise en place en France dans les années 70. Sur la base d'une connaissance de la dynamique d'un territoire, on formule des hypothèses aptes à définir une image possible à un horizon x (15 ou 20 ans en général) et l'on voit ensuite comment l'on passe du présent au futur, le cheminement. Il y a plusieurs types de scénarios : « au fil de l'eau » où l'on regarde les choses qui se développent, « tendanciel » où l'on essaye de voir quelle est la pente naturelle d'adaptation au regard de réactions face à des changements donnés de l'environnement. (ex : la perte du parlement et la réaction des strasbourgeois). Le scénario « contrasté » met en jeu des futurs extrêmes et l'on essaye de voir dans quelle mesure ce futur est jouable ou non, et enfin, le scénario « normatif » part du souhaitable pour voir comment on peut arriver à construire ce souhaitable.

On peut cheminer vers l'avant ou à reculons ! Dans le cas d'un scénario tendanciel on part vers l'avant, c'est l'inverse pour le scénario normatif. Que faut-il avoir fait en 2012 pour arriver à telle situation en 2020 ?

Chaque formule a ses avantages et ses inconvénients, est plus ou moins réaliste mais conservatrice (tendancielle) ou plutôt futuriste (les autres cas). Dans le cas de l'Eurodistrict, établir un simple scénario

tendanciel n'a pas beaucoup d'intérêt je pense, il faut plutôt partir sur des scénarios normatifs qui peuvent d'ailleurs être assez contrastés j'en proposerai tout à l'heure.

Les étapes de la démarche sont multiples, comme la construction de la base, primordiale.

L'intérêt d'une prospective territoriale, c'est-à-dire l'élaboration d'orientations concernant le devenir d'un territoire, est d'éclairer et de permettre les prises de positions et les options stratégiques : un projet de territoire. La méthode est de plus en plus utilisée dans les approches territoriales à travers la notion de projet et de gouvernance.

2. Quelle prospective pour l'Eurodistrict ?

Un ensemble de réflexions et d'études ont déjà été engagées, des propositions et des programmes d'actions dans des champs divers, ainsi qu'un début d'institutionnalisation qui va se renforcer.

Il s'agit donc principalement de savoir quel est l'intérêt d'une prospective à ce stade du processus d'institutionnalisation de l'Eurodistrict?

Cela pose trois types de questions : quel positionnement, avec qui faire de la prospective ? Quelles thématiques de travail adopter ? Quelles expertises faut-il mobiliser ?

Il y a deux hypothèses de travail tout d'abord. Si l'on se situe dans une approche prospective, on va permettre à la technostructure impliquée (les techniciens, les politiques, les administrations..) au sens large de partager un diagnostic sur la situation, de mieux se connaître et donc d'aller beaucoup plus loin qu'une simple vision partielle ou professionnelle en intégrant ça dans un projet global. Actuellement on ne voit pas bien le projet de l'Eurodistrict.

La deuxième solution est de mettre en place un think tank, une boîte à idées, et de lancer une réflexion transfrontalière qui aurait d'ailleurs l'intérêt de confronter les approches car la prospective telle qu'on la pratique en France est différente de ce qui se fait en Allemagne. Pour avoir élaboré des cahiers des charges quand j'étais à la préfecture de façon à lancer les premiers travaux de prospective dans les territoires transfrontaliers, je me suis aperçue qu'on a eu du mal à se comprendre car nous n'avons pas le même mode de fonctionnement intellectuel sur ce type de démarches.

Avec quels partenaires ferait-on de la prospective côté allemand ?

Le choix des thématiques de travail suppose déjà un diagnostic partagé, une vision commune des potentialités du territoire. Il faudrait donc déjà remédier à la méconnaissance flagrante que l'on a de ce côté ci du Rhin sur les réalités badoises et ortenaistes et dans une moindre mesure réciproquement.

Nous avons déjà des projets engagés, nous sommes dans un contexte très mouvant (que ce soit la dynamique européenne, la crise..). Il serait donc intéressant de confronter les hypothèses passées à ces nouvelles données socio-économiques.

On pourrait creuser trois pistes thématiques sur l'Eurodistrict : une première prospective, un scénario, serait centré sur les fonctions internationales de Strasbourg. Si l'on construit quelque chose de transfrontalier, on sera en meilleure posture pour défendre la vocation européenne de Strasbourg. Cela reste valable. J'ai appelé cela une **dynamique euro-métropolitaine**, toute la question étant de savoir comment mieux mobiliser les réseaux allemands pour affirmer cette dimension là et voir quelles sont et quelles seraient les retombées de cette dynamique.

L'autre prospective serait liée au positionnement métropolitain : le problème du Rhin supérieur est celui de la polarisation assez faible et Strasbourg a du mal à s'imposer auprès de ses métropoles voisines. Pour rester dans la course inter-métropolitaine, il faudrait voir comment rebondir après la crise sur de nouvelles activités porteuses à cette échelle et sur les nouvelles opportunités dont on pourrait se saisir pour renforcer la dynamique **économico-technopolitaine**. Il y aurait là des choses à faire sûrement avec Karlsruhe, au-delà de l'espace uniquement Eurodistrict d'ailleurs.

Le troisième scénario est en lien également avec la crise, une réponse face à la remise en question brutale des fondamentaux de notre système de développement économique en œuvre depuis les 30

glorieuses. La question étant de savoir sur quelles bases repartir et pour redorer l'image de Strasbourg (car le symbole de la réconciliation franco-allemande est déjà largement dépassé), on pourrait faire valoir un espace laboratoire social, économie du savoir, écodéveloppement : une nouvelle renaissance humaniste. On serait dans une logique plutôt **anti métropolitaine et métropolitaine**, c'est-à-dire le dépassement de la ville. Il y a eu par le passé un rayonnement important de Strasbourg sur ces mêmes bases au niveau métropolitain. Il y aurait là beaucoup d'investigations à imaginer et l'on manque de mon point de vue d'une sociologie des territoires transfrontaliers. On parlait tout à l'heure de la construction d'un territoire par la base, mais on ne sait pas encore du tout sur quelle base.. On parle beaucoup du biculturel mais aujourd'hui beaucoup de réseaux se tissent sur ce territoire et sur des logiques multiples, qu'on connaît assez mal. Strasbourg est elle-même une ville assez complexe où coexistent beaucoup de sous-ensembles qui se tengantent. Elle diffère de ce point de vue là des autres métropoles françaises. Par contre on retrouve cela aussi de l'autre côté du Rhin. Il serait intéressant de décrypter tout cela, ainsi que le système productif. D'ailleurs les travaux en cours sur l'industrie de la Maison de l'Emploi seront très intéressants pour voir quelle est la sensibilité dans la région aux mutations en cours. Nous n'avons pour l'instant que des éléments assez sommaires si l'on regarde les études qui veulent comprendre la dynamique du territoire de l'Eurodistrict. Peut-être qu'il n'y en a pas, que l'objet même de l'Eurodistrict n'est pas encore prêt pour une prospective car les acteurs ne sont pas encore en synergie.



Gérard Altorffer & Raymond Woessner



François Schaffner & Ralf Kittler

RETRANSCRIPTION DU DEBAT
Modérateur : Henri de Grossouvre

- **Henri Uhring**, avocat à Judicia Conseil, spécialiste de la fiscalité (auteur d'un chapitre de l'ouvrage à paraître)

«Je suis fiscaliste dans le franco-allemand, et je dois dire que je trouve beaucoup de choses encourageantes dans ce qui a été dit pendant les précédents exposés, d'autant plus que mon intime conviction pour réussir cette fusion dans le franco-allemand, donc dans l'Eurodistrict, est que le nerf de la guerre est le portefeuille des gens (entreprises, salariés, retraités, tout le monde). Or, le portefeuille de chacun, c'est justement la fiscalité. Vous allez me dire que je prêche pour ma paroisse...oui et non car je suis convaincu que par la fiscalité on arriverait à faire fusionner dans l'esprit des gens ce district car il existe des solutions simples. A mes yeux il n'est pas question de créer un district autonome avec une fiscalité autonome comme le Washington DC ou autre. On n'y arriverait jamais avant 30 ou 40 ans car il s'agirait de modifications de la législation nationale et européenne. Par contre, c'est ce que je vais essayer de démontrer dans ma contribution à cet ouvrage, il y a des solutions très simples qui ne nécessiteraient pas de modifications trop importantes de lois. C'est le cas de la taxe professionnelle ou de l'impôt sur le revenu. Dans le régime des frontaliers il y a des choses très simples à modifier qui relèveraient d'un simple échange de lettre entre ministres français et allemands. Pareillement dans le droit de succession, la Convention franco-allemande est enfin entrée en vigueur il y a très exactement 15 jours, le 2 avril 2009. Dans le domaine des bénéficiaires industriels et commerciaux même chose... Il y a un ensemble de petits détails qui par la politique des petits pas réussiront à faire fusionner dans les esprits cet Eurodistrict ».

- **Henri de Grossouvre**

«Je pense qu'il est important de travailler aux deux niveaux conjointement, c'est-à-dire trouver des arrangements avec la législation existante comme vous le proposez en mettant dans une assiette commune la Gewerdestauer et la taxe professionnelle, mais je pense qu'il ne faut pas pour autant abandonner un projet plus audacieux. Il y a dans l'histoire beaucoup de choses qu'on aurait jamais soupçonné quelques années avant qu'elles arrivent, et c'est parfois en visant haut qu'on obtient quelque chose, même si c'est un peu en dessous de ce qu'on avait prévu. On peut tout à fait à mon avis fonctionner aux deux niveaux».

- **Yveline Moeglen**, porte parole française du « Burger Forum Citoyen Eurodistrict »

« Ce que j'ai retenu de l'exposé précédent, ce sont plusieurs expressions. La dernière concerne la politique des petits pas. C'est ce que nous voulons faire au Forum Citoyen Eurodistrict. Le terme de « laboratoire » a également été évoqué, et plus particulièrement le potentiel international de Strasbourg.

Je marque vraiment à ce niveau là une différence entre les experts d'une part, et d'autre part tout le reste de la population- et dis cela car j'ai un peu d'expérience en tant qu'ancienne chargée des relations internationales pour Strasbourg- il y a un décalage entre ce que les décideurs en tous genres

souhaitent, connaissent et appliquent, et ce que reçoit la population comme information ainsi que ce qu'elle souhaite.

En ce qui concerne le Forum Citoyen, nous parlerons dans notre contribution de la manière dont nous voyons l'intégration européenne dans une surface qui pourrait être idéale, mais sur laquelle on s'interroge. CUS, ORTENAU, le problème a été évoqué précédemment. On pourrait également envisager, et cela n'a pas été évoqué, une intégration européenne en fonction des sujets : la scolarité, les universités, la santé, l'environnement ... Ce sera un des points que nous développerons.

Un autre terme a été évoqué tout à l'heure, la « gouvernance ». Lorsque Chirac et Schroeder se sont rencontrés à Strasbourg il y a quelques années, ils ont parlé de laboratoire d'idées avec les citoyens. Nous entendons par cela un vrai partage des propositions, au moment de l'élaboration des différents projets, mais aussi un partage d'expertises, de suivi, mais pas un partage décisionnel car nous ne sommes que des citoyens.

L'objectif de ce Forum Citoyen est de participer à des innovations, à des nouvelles méthodes car nous sommes aujourd'hui obligés de bousculer l'état de fait. Nous développerons l'idée, pourquoi pas, du principe de transfert des compétences dans l'Eurodistrict. Il y a un réel changement de mentalité à opérer, nous devons nous voir comme des citoyens européens. Nous constatons d'ailleurs suite à certains sondages réalisés, ceux qui se sentent européens à Strasbourg, dans le Bas-Rhin ou en Alsace, sont bien davantage des personnes qui viennent de l'extérieur de notre région que des purs alsaciens. Nous développerons encore bien d'autres idées dans notre texte ».

-Henri de Grossouvre

« C'est là question du district qui est ici soulevée, c'est une question très importante. Jean-Marie Woehrling interviendra d'ailleurs à ce sujet dans le livre. La question, je crois, est de savoir si on veut ou non une frontière. Si on veut un projet ambitieux avec un statut administratif et fiscal dérogatoire- et tu parlais à l'instant de transfert de compétences- ça signifie qu'il y a des frontières.

La frontière ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autre possibilité pour des projets autres, il peut y avoir plusieurs niveaux. Je lance des pistes pour ouvrir une discussion sur d'autres sujets importants... ».

- Gérard Altorffer, architecte urbaniste

«Je n'ai bien évidemment pas préparé de contribution pour votre ouvrage dans la mesure où je ne connaissais pas votre existence il y a encore 3 jours, je l'avoue humblement. Les DNA et le Sommet de l'OTAN auront au moins produit cet effet là, je suis ici aujourd'hui. Cela dit je me retrouve dans bien des analyses que j'ai entendues et je me retrouve dans des pistes à creuser.

Le livre que j'écris est le produit d'un certain nombre d'études qui, au départ, étaient simplement guidées par la colère d'un architecte voyant se développer éternellement la ville sur le principe d'une « charte d'Athènes » rationnelle ou rationaliste selon laquelle on habite et on dort là où il y a de la chlorophylle, où on travaille dans de bonnes conditions pour le chef d'entreprise, on s'amuse au centre ville et le reste du temps on se déplace. On connaît bien maintenant les effets de cette organisation, et

la Charte d'Athènes a vécu selon moi. Cela veut dire que je rejoins la politique de la ville actuelle consistant à dire qu'on ne s'étendra plus à l'ouest en mettant la ville à la campagne comme on l'a fait depuis plusieurs générations, mais qu'on s'étendra à l'est en se régénérant et en faisant enfin une ville frontière. Actuellement nous ne sommes pas une ville frontière puisque nous ne sommes pas sur le

Rhin. Le port du Rhin n'est devenu rien d'autre qu'une zone d'activité après avoir été un glacis militaire. Il en reste des traces sérieuses. Dans la théorie de la Charte d'Athènes où il s'agit de reconstituer des quartiers où l'on trouve la satisfaction des besoins biologiques mais aussi la possibilité de travailler à proximité de son domicile, en clair ne pas chercher toujours à se déplacer mieux mais à se déplacer moins. Le port de Strasbourg est très important, j'ai coutume de dire que Strasbourg est une cathédrale, une université ET un port, je crois d'ailleurs beaucoup plus à cette fonction portuaire pour l'ouverture de Strasbourg et sa position à l'international qu'aux institutions. Le port de Strasbourg dont je me suis occupé est ce qu'on appelle « l'île aux épis », en face de l'esplanade et du quartier des quinze, qui n'est plus occupé d'un point de vue strictement portuaire que par les céréales. C'est aussi le dernier élément portuaire de pondéreux, avec les règles des pondéreux et les difficultés que cela représente mais il se trouve que c'est quand même moins nuisant que ce qui était autrefois dominant à Strasbourg, c'est-à-dire l'échange de matières du type charbon, soude, potasse... Le deuxième point concerne le multimodal et ses nuisances en terme de camion, et de ce point de vue là on va à mon avis vers une évolution. Si aujourd'hui les financiers du monde entier nous apparaissent comme les épouvantables gugus qui nous ont roulé dans la farine avec un monde de croissance virtuelle permanente, les prochains à être mis au pilori de la société à mon avis seront les logisticiens, dans la mesure où il est particulièrement énervant de voir des camions vides, des containers vides circuler à l'envie. Cela suppose que l'on revoie la compatibilité des entreprises, car si le stock n'était pas devenu une valeur suspecte des entreprises nous aurions peut-être encore du stock, et cela éviterait d'avoir des flux tendus et donc la circulation de peu de marchandises dans de grands camions, en caricaturant. Si cette évolution a lieu, on passerait selon moi à un port avec un système de « ro-ro ». Ce qui sera important ne sera pas la masse que l'on déplace mais la fréquence de déplacement. Il y a une fonction portuaire de transports de marchandises que l'on doit conserver mais elle doit prendre moins d'espace pour être moins nuisante. Mon livre à ce sujet décrit les outils de manutention visant à satisfaire mon désir le plus cher : prouver la compatibilité entre le logement et le port.

Le troisième point, non des moindres, est le passager. On oublie souvent cette fonction du port. Strasbourg ne cesse de décliner en tant que port de commerce mais Strasbourg est toujours dans le trio de tête des ports de croisière, en perpétuelle concurrence avec Nice, Villefranche, Marseille... Si l'on arrive un jour à la ville par le fleuve il faut soigner l'accueil des passagers, et pour l'instant ce n'est pas le cas.

C'est donc sur cette base, ce « trépied » portuaire, que j'ai imaginé un port à Strasbourg compatible avec la ville. Je m'inspire d'exemples comme Gêne, qui a fait une remarquable réalisation de déplacement du bateau à passager vers l'ancienne ville tenant compte de toutes sortes de contraintes, ou encore Barcelone.

A l'inverse, ce dont je ne veux pas, c'est d'un port qui disparaîtrait sous la forme d'une friche industrielle qu'on transforme ensuite en opération immobilière, comme ça s'est fait à Londres.

Je voulais aussi parler d'urbanisme mais sous une forme compréhensible pour tous, c'est pourquoi j'ai choisi une forme lisible : la ville rêvée, le guide du quartier du port du Rhin de Strasbourg. Pour être tout à fait tranquille je me situe en 2032, ce qui laisse du temps pour imaginer les choses, mais ce n'est pas un horizon si lointain que ça tout de même...

Concernant le problème évoqué aujourd'hui, autrement dit Strasbourg en tant que ville frontière et Strasbourg en tant que métropole, j'ai deux réponses à apporter. J'ai tout simplement négligé la ville frontière car pour moi le temps n'est pas venu de faire Strasbourg-Kehl comme on aurait Budapest. La

frontière existe, cela a été dit ici par d'autres, et je trouve personnellement un grand bénéfice à aller chercher mes cigarettes à Kehl avec une fiscalité favorable, et je trouve réjouissant également que le camembert reste bien meilleur ici que là-bas. Ce n'est donc pas forcément désagréable d'avoir une frontière. Je vois également des Allemands venir à Strasbourg faire le marché de la Marne etc... Ces

échanges là me semblent plus porteurs d'avenir plutôt que le fait d'essayer de se fondre dans un espace rhénan auquel je ne crois pas. Le Rhin est un élément fédérateur mais qui reste une frontière ; Si je cherche la différence finalement entre moi et un souabe, je me sens plus latin que je ne sens le souabe. Je pense que la vigne ne s'arrête pas toujours au sud parfois à l'est. Quand les barbares sont arrivés au 6^{ème} siècle, s'ils se sont arrêtés ici ce n'est pas pour rien ; le début de la latinité je le sens bien à Strasbourg et je continuerai à cultiver ce paradoxe là. Voilà ce que je pouvais dire sur la frontière.

Un autre point encore plus important pour moi, concernant le Strasbourg dont je rêve. Il reflète la nostalgie et la recherche de la ville européenne, par contraste avec les villes de la globalisation. Je suis un peu énervé quand on me présente les grandes métropoles comme l'axe vers lequel il faudrait tendre. Pour revenir aux trois pistes que proposait M. Claustre : je ne crois pas dans l'avenir des fonctions administratives de Strasbourg et je ne crois pas que mes enfants y trouveront un bonheur particulier car je n'ai pas envie de vivre dans une ville administrative. Je n'ai pas non plus envie que mes enfants vivent dans une grande conurbation et je trouve un grand intérêt à vivre dans une ville moyenne.

Pour clore cette intervention, je paraphraserai les cardinaux des Rohan car cela pourrait être un slogan pour Strasbourg : « *Capitale ne puis, métropole ne daigne, Strasbourg suis* » ».

- Henri de Grossouvre :

« Merci beaucoup pour ces remarques à la fois intelligentes, audacieuses et fraîches. Il y a souvent une chape de plomb à Strasbourg qui pèse sur les discours, mais il y a parfois aussi des gens qui sont tout à fait en dehors des schémas dogmatiques. Même s'il y a beaucoup de choses avec lesquelles je ne suis pas d'accord, il y a beaucoup de choses très intéressantes dans ce que vous dites et c'est tout à fait dans l'esprit du Forum Carolus de rassembler des esprits libres. J'aimerais bien, même si le livre est clos en raison du volume à respecter, puiser dans vos réflexions et dans vos idées pour compléter le tableau de propositions concrètes qui conclue notre livre. Je ne suis pas du tout d'accord avec ce que vous dites sur le Rhin comme frontière, j'habite moi-même en Allemagne et je vois l'intérêt d'une frontière chaque jour, mais en même temps, on ne peut pas dire que le fleuve ait été une frontière de tout temps. Il est une frontière depuis les guerres franco-allemandes et depuis la canalisation du fleuve. Pendant mille ans le fleuve a été un lien et la frontière économique, linguistique et culturelle était sur les Vosges....mais c'est un autre débat ! »

- Gérard Altorffer :

« Die Gedanken sind frei! Je reprends votre devise pour dire que vous pouvez faire ce que vous voulez avec ce que je raconte... ». Si je fais de temps en temps un peu le pitre c'est parce que je crois que l'humour fait passer les idées. La créativité passe à mon avis aussi par le rire. Si je peux me permettre une nouvelle parabole : l'histoire nous apprend qu'il n'existe que deux types d'individus dans une société, les créatifs (99,9% de la population) qui se réalise et se retrouve dans l'exercice de son métier, et puis 0,1% (3 personnes), qui les assistent : le gestionnaire, le comptable et le policier. Il existe deux

types de sociétés : ou bien les créatifs sont au pouvoir et vous êtes en Renaissance, ou bien ce sont les autres qui détiennent le pouvoir et vous êtes en Décadence... ».

- Henri de Grossouvre :

« Vous savez qu'il est prouvé que quand il y a trop de données dans une tête il n'y a plus de place pour la créativité. D'un point de vue biologique c'est prouvé ! ».

- Anne Thévenet, directrice adjointe de l'Euro-Institut

« Je viens ici en tant qu'observatrice, par rapport à l'ouvrage que vous préparez et au Forum Carolus que je connaissais relativement peu jusqu'à aujourd'hui. Ma première remarque d'ordre général concerne les langues employées aujourd'hui. Je trouve dommage et surprenant que les prises de parole n'aient été que françaises alors que nous parlons aujourd'hui de l'Eurodistrict. Le fait d'avoir placé également la question de Strasbourg au centre des débats me surprend aussi, même si il s'agit de Strasbourg au sein de l'Eurodistrict. Pour moi ça a primé parfois sur la question de l'Eurodistrict...

Ma deuxième remarque concerne l'intervention de M. Woessner et la question du projet métropolitain en suspend et du périmètre de l'Eurodistrict. Je parle là à titre personnel mais j'ai pu avoir l'impression au cours des dernières années que l'on n'avait pas du tout la même perception du terme « région métropolitaine » en France et en Allemagne. On se situe davantage en France, quand on parle de métropole, sur une échelle du type Eurodistrict. C'est d'ailleurs pour cela que le périmètre de l'Eurodistrict avait été retenu par la DATAR et la DIACT plus tard pour être un projet métropolitain, l'un des quinze dont parlait M. Woessner. Si l'on y regarde d'un peu plus près, les Allemands n'ont pas été très impliqués, y compris financièrement et du coup d'une manière générale. Côté allemand, on parle de région métropolitaine à l'échelle du Rhin Supérieur. Il y avait là aussi des possibilités de financement qui n'ont pas été retenues pour le Rhin Supérieur alors que le concept était là. Depuis le dernier Congrès Tripartite de janvier 2008, on a cette volonté politique au-delà des Eurodistricts de créer cette région métropolitaine dans le Rhin Supérieur. Pour moi il y a vraiment une articulation à faire entre les 4 Eurodistricts existant dans le Rhin Supérieur et cette région métropolitaine. Il n'y a ni les mêmes besoins, ni les mêmes enjeux, ni la même échelle, ni la même reconnaissance, par contre il y a un besoin d'articulation fondamentale.

Concernant la question de l'élargissement de l'Eurodistrict, je pense qu'il faut faire attention à respecter ces différentes échelles en veillant bien à leur articulation plutôt que de vouloir trop agrandir un Eurodistrict qui n'aurait alors plus du tout sa vocation de territoire de proximité. Par rapport au territoire de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, ce qui m'interpelle, c'est qu'en comparaison avec les autres Eurodistricts du Rhin Supérieur, celui-ci a été lancé par une décision politique dès le départ (le président Chirac et le chancelier Schroeder). Dans la déclaration on a d'abord parlé de Strasbourg-Kehl, puis le territoire a été choisi pour être le plus cohérent. Est-ce le plus pertinent ? Je m'interroge car il y a encore des villes comme Obernai complètement isolées, un territoire urbain d'un côté et rural de l'autre...Il faut effectivement se poser la question du territoire pertinent mais à mon sens, Strasbourg-Ortenau a aujourd'hui une difficulté supplémentaire par rapport aux autres : le fait qu'on ait forcé la démarche au départ. Les trois autres Eurodistricts se sont finalement pas mal développés en parallèle et en comparaison avec celui-ci.

Pour terminer je reviendrai sur la question posée par Yveline Moeglen concernant le transfert de compétences. Ce serait effectivement une grande innovation, car pour l'instant cela n'existe pas. Ce serait sans doute une bonne chose, par contre il faudrait veiller à ce que les partenaires de l'Eurodistrict aient les compétences dont on a besoin pour gérer les problèmes qui se posent dans cet Eurodistrict. Cela me semble être une difficulté aussi en ce moment ».

- Henri de Grossouvre :

« Merci beaucoup pour vos remarques. Avant de donner la parole à Jean-Marie Woehrling sur les questions de frontières et de territoires, je vais juste répondre à ce que vous disiez sur la dimension franco-française et très strasbourgeoise de notre réunion. C'est tout-à-fait justifié et ça s'est trouvé comme ça aujourd'hui. Mais il existe quoi qu'il en soit un problème de langue, et même si je pense que la majorité des gens ici parle ou au moins comprend les deux langues, il y a toujours quelques exceptions. L'essentiel des intervenants étant francophones, on a choisi cela.

Notre livre par contre est bilingue, et comme vous pouvez le voir dans le sommaire chaque fois que nous avons pu trouver deux intervenants pour faire une contribution commune en français et allemand nous l'avons fait. Le Forum Carolus lui-même est franco-allemand, notre président est allemand. La dernière réunion s'est d'ailleurs faite à 90% en allemand, et en Allemagne. Par contre pour la réunion d'aujourd'hui, ce que vous dites est tout à fait justifié, d'ailleurs j'espère que les Allemands ici présents prendront après vous la parole !

La question des frontières est également un point clé. Frontière ou pas frontière ? Et si frontière, quelle frontière et comment ? Quelqu'un veut-il prendre la parole sur ce sujet ? »

- Henri Uhring :

« Juste une petite précision : la Région Métropolitaine vient d'être sérieusement relancée et dynamisée lors de la grande réunion Alsace-Pays de Bade-Rhénanie Palatinat-Bâle à Bruxelles il y a dix jours. C'était d'ailleurs très enthousiasmant, j'espère qu'on aboutira. D'ailleurs il y a eu un gag : la présentation du pays de Bade était en anglais ! »

- Anne Thévenet :

« Pour rebondir justement sur cette réunion le 30 mars à Bruxelles, puisque l'Euro-Institut et moi-même étions présents aussi, il faut noter à quel point la Région métropolitaine est aujourd'hui en mouvement. L'Euro-Institut a beaucoup travaillé pour aider cette Région métropolitaine à prendre tout son essor, notamment en rédigeant la prise de position commune de la Région métropolitaine relative au livre vert sur la cohésion territoriale de la Commission européenne. Ça a été un pas en avant qui a permis de dire que l'ensemble des acteurs de cette Région métropolitaine allaient prendre part à cette prise de position commune ».

- Jean-Marie Woehrling, secrétaire général de la Commission Centrale pour la Navigation sur le Rhin :

« J'ai toujours été insatisfait face à l'idée de devoir fixer un périmètre déterminé pour l'Eurodistrict. Ça me paraît être un projet avant tout, en quelque sorte un faisceau d'initiatives et non pas simplement un

syndicat intercommunal transfrontalier, même s'il peut être cela parmi d'autres choses, et si cela peut-être tout à fait important et intéressant. Mais s'il n'est que cela, ce sera un syndicat intercommunal transfrontalier parmi les 50 autres qui sont en train de se développer dans toute l'Europe, et qui pour certains sont déjà bien plus avancés que l'Eurodistrict Cus-Ortenau. Si l'on veut vraiment innover il faut voir les choses autrement, et cela correspond je pense à la réalité des problématiques de compétences

dans les sociétés complexes. On a beaucoup parlé ce matin encore de l'enchevêtrement des compétences dans le système administratif français. La même discussion existe du côté allemand d'ailleurs. Il ne faut pas se faire d'illusions, cette complexité est inhérente à nos sociétés et les Villes n'arriveront jamais pas à répartir clairement les compétences. Cela signifie que pour n'importe quel problème à l'intérieur d'un système étatique il y a une multiplicité d'acteurs compétents, et la même chose est à constater dans un cadre transfrontalier, en pire. On ne peut donc pas imaginer que des partenaires puissent être identifiés de manière simple en disant qu'il y a d'un côté la CUS et de l'autre l'Ortenaukreis qui décideraient en tant qu'institutions des transferts de compétences. Si c'était le cas ça ne pourrait concerner que des objectifs extrêmement élémentaires et relativement peu important. Si l'on veut développer quelque chose de plus significatif, prenons par exemple l'éducation, cela n'intéresse pas que les collectivités locales. Celles-ci apportent des bâtiments, apportent des activités périscolaires, mais ce sont les États qui gardent la main sur l'éducation, l'État français et celui du Bade-Wurtemberg. Par conséquent, si l'on voulait développer par exemple un modèle d'éducation transfrontalier dans ce territoire, il ne s'agirait pas que d'un transfert de compétence entre Strasbourg-Ortenau car ce serait beaucoup plus compliqué et ça mettrait en jeu des capitales comme Paris et Stuttgart. La question du périmètre devient alors tout à fait secondaire, même si l'on commence toujours par faire des choses dans des endroits, mais pourquoi fixer une frontière ? On localise et c'est normal mais l'idée de vouloir baliser immédiatement ce territoire par une limite me paraît aller à l'encontre même de l'esprit de cette initiative ayant vocation à surmonter les frontières. Certes, on a dit tout à l'heure que les frontières ne sont pas que négatives et bien sûr il y a une dynamique liée à la frontière et ses mentalités, ses traditions, ses comportements, ses produits différents de part et d'autres. Mais notre objectif reste quand même de surmonter la frontière. Cela a-t-il alors un sens se surmonter la frontière pour en créer d'autres autour de ce secteur où l'on a surmonté la frontière ? On va recréer des limites du côté de la forêt noire ? Il y a une contradiction interne dans une démarche comme celle-là. En plus de cela, cela n'apporterait rien. Les projets intéressants à développer dans ce secteur impliquent essentiellement la mise en place de stratégies de réseaux et ces réseaux sont d'une certaine manière déconnectés d'un territoire prédéfini.

Bien qu'ils ne nient pas la réalité d'un territoire, ils ne sont pas consubstantiels à un certain territoire. On parlait des problèmes de chemins de fers, et ce problème par exemple s'intègre dans des stratégies plus vastes. Amener la Bundesbahn à Strasbourg, ce n'est pas un problème de territoire. On ne peut pas définir pour cela en particulier une circonscription. C'est d'abord une stratégie politique, la mise en relation des responsables qui font que cet événement peut arriver. Il nous faut sortir à mon avis de cette idée d'un district comme Washington ou Brasilia, qui se séparerait de son environnement pour être tout à fait spécifique. Cela me paraît mythique, et même régressif d'une certaine manière car nous devons vivre au-delà de ces focalisations frontalières, puisque c'est justement notre objectif ».

- **Henri de Grossouvre :**

«Donnons maintenant la parole à nos amis allemands que l'on a pas beaucoup entendu car ils sont en minorité aujourd'hui».

- Ralf Kittler, président du Fußball Club Eurodistrict

„Ich werde kurz mich vorstellen. Mein Name ist Ralf Kittler. Ich mache vielleicht ein Test bilingue: verstehen sie mich alle gut? Ja, ok..! Chez nous on dit « chacun sa langue » und ich finde es immer eine gute Idee.

Ich möchte ganz kurz direkt auf das, was Herr Woehrling sagte. In meiner Funktion als Präsident des Fußball Club Eurodistrict, ich werde gefragt: wo ist diese Club? Es gibt also zwei Vereinen, auf der deutsche Seite und auf der französischen, die Beide nahmen tragen. Die Vision ist ein europäische Verein, also nur ein Verein mit Sitz in Strassburg. Es gibt auch ein Fußball Club Im Kehl, aber es ist nicht nur in Kehl, sondern in Eurodistrict! Mais c'est où? Und ich sage: da wo wir sind!

Meiner Meinung nach ist diese Eurodistrict noch etwas im Kopf, als ein Vision, und nicht direkt ein Territorium. Das Problem in diese Geschichte ist, dass Schroeder und Chirac ein „Club de privilégiés“ bevorzugt haben... aber ohne Base kann es nicht gut funktionieren, natürlich! Heute gibt es in Deutschland viele Leute, die teilnehmen möchten.. Auf der französischen Seite gibt es eine fest natürliche Grenze, und das ist das Gebiet des Elsass. Auf der deutschen Seite ist es gar nicht so!

Ich möchte etwas anderes ganz kurz sagen. Was soll das bringen für die Leute? Ich glaube, dass es geben zwei Sachen die letzten Zeit in einiger Kopf sind und wir haben darüber schon in Bürger Forum auch gesprochen: zum Beispiel und am erste, der Volk von der Eurodistrict, die Bürger dieses Eurodistrict einen Kandidaten für europäische Parlament wählen werden. Sie wollen nicht eine deutschen Kandidat oder einen französische Kandidat, sondern sie wollen einen Kandidaten aus diesem Eurodistrict, der ihr Interesse vertritt. Ich glaube, dass die Möglichkeiten sind immense, da wir dort etwas, das noch nicht genau definiert...Man spricht über die Idee, diese Experiment oder eine Laboratorium. Aber die große Chance für den Eurodistrict ist der Bürgerbeteiligung, die Vertretung von aller...

- Bernd Hatesuer :

„Wenn Sie noch ein Paar deutsche Worte aushalten können.. Was denkt das Forum über diese Frage? „Grenze oder nicht Grenze“? Für uns ist diese Eurodistrict eine Idee, ein Grossespotential, und eine Möglichkeit, dass zusammen leben von Menschen, beziehungsweise die Zukunftsgestaltung neu zu erfinden. Das ist etwas neues gemeinsam zu schaffe. In einer Sinn, die sehr große Gesellschaftliche herausforderungen birgt, etwas innovativ. Das ist eigentlich für uns der Zentralepunkt dieser Eurodistrict Idee. Wie Jean-Marie Woehrling gesagt hat, neue Grenzen zu schaffen, das macht nicht sehr viel Sinn. In sofern haben wir uns mittel Idee, dass die Ober Rhein Region eine Sinn auch macht. Die deutsch-französische Freundschaft beziehungsweise das zusammen Wachsen Europas, der Schnittstelle zwei Kulturen zu realisiere. Da rin drei oder vier Eurodistrict unterbringen könnte.. Zum Schluss gibt es in Biologie das Membran: das kann eine Barriere sein, als auch eine Öffnung sein kann. Also eine Membran hat beide Funktionen. Insofern denke ich, dass wir die Grenzen vielleicht auch in diese Richtung denken müssen und nicht nur entweder geschlossen oder offen“.

- Conclusion : Henri de Grossouvre

« Ca me semble être une belle image de conclusion. Je pense également qu'il faut voir les deux niveaux, ouverture et fermeture. Ne les appelons pas frontières, mais si l'on prend l'exemple des langues, il reste encore quelque chose à sauver en Alsace. Si l'on considère la génération des 20-40 ans, ils ne parlent plus que le français et se disent francophones, mais ils ont dans la tête l'alsacien et l'allemand. Si on arrive du jour au lendemain à dire que dans cet Eurodistrict, pour l'ensemble des projets divers et variés, on aura le droit et on pourra enfin parler allemand, cela brisera quelques tabous. L'ensemble des Alsaciens déjà bilingues -et ils sont nombreux- parleront allemand, et toute la jeune génération suivra, celle qui parle alsacien avec ses grands parents et qui en 6 mois intensifs peut devenir facilement bilingue en réactivant ses acquis si elle en a l'intérêt, l'envie et la volonté, ce qu'un pur francophone ne peut pas faire ! Ce qu'on aura testé sur un petit territoire en tant que projet pilote peut vite faire tâche d'huile... ».

Programme

Vendredi 17 avril 2009
15h - 18h

**Réunion de travail
APR/ Forum Carolus**

Palais du Rhin

« L'Eurometropole : éléments de prospective »

Le but de la rencontre pour les deux associations est de faire connaissance et de débattre sur les éléments de prospective concernant l'Eurometropole Grand Strasbourg–Ortenau (objet du livre à paraître en septembre 2009 conçu par le Forum Carolus et par ses partenaires), de manière à confronter les différentes approches liées à cet espace et à faire émerger une synthèse constructive.

Introduction générale : **Henri de Grossouvre**, Directeur du Forum Carolus.

Interventions (1h15) :

- **M. Vincent Horvat**, directeur de la Maison de l'Emploi et de la formation du bassin de Strasbourg, **Mme Corinne Maiz**, rédactrice, et Mme **Mireille Hahnschutz**, chargée de mission à l'observatoire de la CCI, auteur de l'étude menée pour le compte de la Maison de l'emploi : « *Les métiers émergents du commerce et de la grande distribution au sein de l'Eurometropole* ».
- **M. Patrick Meyrueis**, Université de Strasbourg, directeur du laboratoire des systèmes photoniques : « *Le projet Photonique de l'Eurometropole, de la science à l'économie* ».
- **M. Jean-Philippe Antoni**, maître de conférence en aménagement et urbanisme à l'Université de Franche-Comté, interviendra sur « *Construire son territoire par la base* ».
- **M. Raymond Woessner**, géographe à l'Université de Strasbourg : « *Le positionnement de l'Eurometropole au regard des différentes échelles spatiales euro-rhénanes* ».
- **M. Jean-Paul Masquida**, architecte/urbaniste : « *Perspectives possibles d'un grand projet urbanistique pour la métropole transfrontalière* ».
- **M. Vincent Claustre**, co-président de l'APR et professeur Emérite en Management public à l'Univ. de Nancy 2 : « *Intérêt et méthodologie d'une démarche prospective à l'échelle de l'Eurometropole* ».

Discussion (45mn) - pause (15mn)
Synthèse (45mn)

Modérateur de la réunion : **Henri de Grossouvre**



Liste des participants (par ordre alphabétique)

- **M. Gérard Altorffer**, architecte urbaniste à Strasbourg, auteur d'un livre « Port du Rhin 2032 »
- **M. Jean-Philippe Antoni**, maître de conférence en aménagement et urbanisme, Université de Franche-Comté
- **Mlle Clarisse Bargain**, étudiante à l'IHEE et stagiaire au Forum carolus chargée de la coordination du projet « Eurodistrict »
- **M. Patrick Beaufrère**, ancien chef d'entreprise
- **M. Pierre Bérard**, professeur
- **M. Francis Blanrue**, fondateur et directeur associé de Strasbourg Conseil
- **M. Vincent Claustre**, co-président de l'APR et professeur Emérite en Management public à l'Université De Nancy 2
- **M. Grégoire Dijoux**, Bürger-Forum-Citoyen Eurodistrict
- **Mme Adeline Foucault**, journaliste au Journal des Entreprises
- **M. Henri de Grossouvre**, directeur du Forum Carolus
- **Mme Mireille Hahnenschutz**, chargée de mission à l'observatoire de la CCI qui a mené l'étude pour le compte de la Maison de l'emploi
- **Mme Martine Hiebel**, enseignante
- **Mme Nadia Hoog**, trésorière de l'association « Bougeons les lignes »
- **M. Vincent Horvat**, Directeur Maison de l'emploi et de la formation du bassin de Strasbourg
- **M. Henri Uhring**, avocat à Judicia Conseil, spécialiste en droit fiscal
- **M. Ralf Kittler**, Président du Fussball Club Eurodistrict
- **M. Pierre Klein**, président des Amis de la Culture Bilingue
- **Mme Marjorie Lecerf**, responsable Master transfrontalier à l'EMS

- **Mme Corinne Maix**, rédactrice
- **M. Jean- Paul Masquida**, architecte/urbaniste
- **M. Henri Mathian**, président de l'association le Cercle de la Cathédrale
- **M. Patrick Meyrueis**, Université de Strasbourg, directeur du laboratoire des systèmes photoniques
- **M. Eric Mousson-Lestang**, professeur d'histoire à Bordeaux
- **Mme Claudia Mousson-Lestang**, traductrice
- **Mme Yveline Moeglen**, porte-parole française du Forum Citoyen – Bürger Forum Eurodistrict
- **M. Philippe Nuss**, directeur de l'Institut de Recherche sur l'Enseignement des Mathématiques, Université de Strasbourg, et auteur de livres sur l'histoire de l'Alsace
- **M. David-Georges Picard**, conservateur BNUS
- **Mme Christine Sanchez-Martin**, chargée de mission au Scoters, Syndicat mixte pour le SCOT de la Région de Strasbourg
- **M. Daniel Schaefer**, Institut de la Gouvernance territoriale
- **M. François Schaffner**, Président de Culture et Bilinguisme/René Schickele- Gesellschaft
- **Mme Anne Thevenet**, Directrice adjointe de l'Euro-Institut de Kehl
- **Jean-Paul Weber**, secrétariat CCNR
- **M. Jean-Marie Woerhling**, Secrétaire Général de la Commission Centrale pour la Navigation sur le Rhin
- **M. Raymond Woessner**, géographe à l'université de Strasbourg